

Dans la lutte, dans les urnes changer d'Europe

La réussite du 1^{er} mai, après les journées d'action des 29 janvier et 19 mars, confirme l'importance et la détermination du rassemblement syndical unitaire. Il peut prendre bien plus d'ampleur encore avec les deux nouveaux rendez-vous décidés pour le 26 mai et le 17 juin. C'est nécessaire pour imposer des reculs significatifs.

Après deux années de tentative de réformes ultraréactionnaires de Sarkozy et de la droite, en effet, les difficultés économiques et sociales ne cessent d'empirer en France : Le PIB devrait y reculer de 3 % cette année et de 0,2 % l'an prochain. Le taux de chômage de 7,8 % en 2008, passerait cette année à 9,6 %, puis 10,7 % en 2010.

Loin de contribuer à freiner la récession en Europe la politique économique de l'Élysée l'aggrave fortement. Les dernières prévisions de la Commission européenne sont particulièrement préoccupantes : dans l'Union à 27 le PIB reculerait de 4 % en 2009, puis se contracterait à nouveau de 0,1 % en 2010. Cette année on pourrait y compter 26,3 millions de chômeurs officiels contre 11,9 millions en 2002. D'ici 2010, ce serait 8,5 millions d'emplois qui pourraient être détruits, soit bien plus que les 6 millions créés durant les deux dernières années de croissance.

Pire, selon la Commission européenne, toujours, la récession pourrait être plus profonde en Europe qu'aux États-Unis.

Tout cela résonne comme une nouvelle condamnation des options qui sont celles de la Banque centrale européenne et des dirigeants des 27. Les milliers de milliards d'euros de liquidités et de fonds garantis par les États injectés dans les systèmes bancaires, puis les centaines de milliards d'euros mobilisés par les pouvoirs publics pour, prétendument, soutenir l'activité, s'avèrent gravement inopérants et sans doute même contre-productifs. Les masses d'argent ainsi mobilisées servent avant tout à la reconstitution des marges bancaires, au soutien des profits et des capitaux financiers. Alors qu'il faudrait commencer à rompre avec les règles du système, toutes entières subordonnées aux exigences de rentabilité financière, l'intervention publique massive cherche à les consolider. D'où la gravité des blocages systémiques.

Avec le refus grandissant des suppressions d'emplois, avec le sentiment d'injustice intolérable face aux dividendes versés et aux rémunérations patronales choquantes, avec la colère qui gronde face aux énormes gâchis de fonds publics et de crédits, les salariés et les populations cherchent le chemin d'une alternative en France et en Europe. À partir des luttes, et jusque dans les urnes, la voie pourrait être ouverte, pour des interventions et des rassemblements populaires, visant une tout autre mobilisation des fonds publics, du crédit et des banques avec la conquête de Fonds publics régionaux, de Pôles financiers

publics nationaux et d'une réorientation d'ensemble de la BCE.

Le défi d'une autre construction européenne, entre défis nationaux et mondiaux, est d'une actualité brûlante. Il s'agit d'une promotion hardie d'un modèle social sécurisant l'emploi, la formation, le revenu et assurant l'expansion des services publics. C'est aussi, inséparablement, les moyens financiers et les pouvoirs pour réaliser cette ambition.

La France, l'Europe ont une très grande responsabilité pour construire le monde autrement. Face à l'hégémonie des États-Unis que tente de relooker Barack Obama, il leur faudrait se rapprocher, dans une nouvelle grande alliance, des pays émergents, Chine, Inde, Brésil, Russie, et en développement, où les besoins d'emplois, de formation, de protection sociale et de services publics explosent. Des conditions nouvelles existent pour cela comme l'a montré, avant le G20 de Londres, la proposition des dirigeants chinois, reprise par les Russes et soutenue en Amérique latine, de substituer au dollar les droits de tirages spéciaux (DTS), la monnaie du FMI, comme instrument international de réserve. Ce serait la voie ouverte pour la création d'une monnaie commune mondiale de co-développement avec une refonte et une démocratisation profondes du FMI et de la Banque mondiale.

C'est à ces défis que renvoient les élections européennes du 7 juin. En écho au grand mouvement social qui cherche un débouché politique, elles peuvent marquer le début d'un changement des rapports de forces, nécessaire à son ouverture, avec la prise en main par les citoyens de grands axes de transformation, du local au national jusqu'à l'Europe et au monde. C'est pour y contribuer, que la commission économique du PCF a élaboré avec le concours d'*Économie et politique* une brochure présentant des propositions cohérentes, en prise sur les luttes, pour le vote communiste et Front de gauche.

Face aux multiples tentatives de recomposition politique et de dévoiement des aspirations à changer de société impulsée par la droite et les sociaux libéraux, face aux tentatives de récupérer la colère et la révolte par un discours populiste sans perspective alternative, c'est sur un contenu transformateur radical et réaliste qu'une dynamique nouvelle de rassemblement est possible et nécessaire. ■



Yves Dimicoli,
membre du Comité exécutif
national du PCF